

En Inde, débâcle au « pays des dieux »

L'Himalaya en surchauffe 1 | 6 La chaîne montagneuse subit des bouleversements lourds de conséquences sous l'effet du changement climatique et des projets routiers

Sophie Landrin

New Delhi, Joshimath (Uttarakhand) - envoyée spéciale - Dhari Devi repose dans un temple flambant neuf, rouge et or, élevé au milieu de la rivière Alaknanda. Une étroite passerelle, où pendent des panonceaux énonçant des principes philosophiques tirés d'écritures anciennes, amène les dévots chargés d'offrandes au sanctuaire de cette déesse hindoue vénérée comme la protectrice de l'Uttarakhand, l'un des Etats indiens de l'Himalaya et le plus sacré. A en croire la légende, la physionomie de la déesse change au fil du jour : elle apparaît d'abord sous les traits d'une jeune fille, puis d'une femme et enfin d'une vieille dame au crépuscule.

Le visage noir, les yeux exorbités, la divinité parée d'or est la gardienne des quatre temples hindous nichés à 200 kilomètres de là, au pied des glaciers du haut Himalaya, et connus sous les noms de Badrinath, Kedarnath, Gangotri et Yamunotri. Le sanctuaire de Dhari Devi marque la porte d'entrée de cette région isolée la moitié de l'année à plus de 3 300 mètres d'altitude. De mai à octobre, des millions d'hindous affluent vers ses quatre édifices considérés comme les demeures des dieux Vishnou et Shiva, et des déesses Ganga et Yamuna, pour le pèlerinage dit « des quatre petites demeures », le Chota Char Dham.

Tout allait bien dans la vallée, jusqu'à ce que les autorités décident, en 2013, pour les besoins d'un barrage hydroélectrique, de démolir le temple originel de Dhari Devi situé plus en amont sur la rivière. Les habitants eurent beau protester, dire qu'il serait dangereux de provoquer ainsi la colère de l'incarnation de Kali, déesse de la destruction, rien n'y fit, les travaux commencèrent.

La source des fleuves sacrés

Le drame qui suivit donna raison à la population. Le 16 juin 2013, une poignée d'heures après que la statue a été déplacée de sa demeure d'origine, la région est frappée par l'une des pires catastrophes de son histoire. Le ciel se déchaîne. Des pluies torrentielles s'abattent sur la vallée de Kedarnath, provoquant soudainement des crues d'une rare violence et des glissements de terrain. Seul le temple de Kedarnath est miraculeusement épargné. Autour, tout est dévasté : 4 500 villages touchés ou rayés de la carte ; 6 000 morts selon le décompte officiel, le double d'après les habitants. Certains corps n'ont jamais été retrouvés, dont ceux de nombreux pèlerins du Chota Char Dham.

Un sadhu (ascète hindou), assis en position du lotus dans le couloir d'accès au sanctuaire de Dhari Devi, reproche aux hommes d'avoir négligé la légende. « *Il ne faut pas toucher à l'Himalaya* », clame cet errant qui a renoncé au monde matériel mais n'ignore rien des bouleversements à l'œuvre : la région des quatre temples est un vaste chantier à ciel ouvert, la

montagne n'est plus que bruit et poussière. Voilà sept ans que des ouvriers taillent la roche à coups de bulldozers et d'explosifs, découpent les collines, percent des tunnels, construisent des ponts et des barrages hydroélectriques.

Le plus vaste projet d'aménagement jamais entrepris dans l'Himalaya a été décidé par celui qui dirige le pays depuis 2014, le premier ministre Narendra Modi : une route de 900 kilomètres à travers les cimes, la Char Dham Highway, menant aux différents sanctuaires. Le coût estimé de l'opération est de 1,6 milliard de dollars (1,4 milliard d'euros).

Modi sait combien l'Himalaya est important dans l'imaginaire et le cœur des hindous. Ce n'est pas seulement la chaîne des plus hauts sommets de la planète, celle qui compte le plus grand nombre de glaciers : c'est aussi la demeure des dieux, la frontière entre les mondes spirituel et matériel, la source des fleuves et des rivières sacrés, le Gange et la Yamuna. Le chef du gouvernement indien a lui-même façonné sa légende en racontant avoir suivi, au sortir de l'adolescence, l'appel de l'Himalaya, abandonnant sa jeune épouse et sa famille pour une retraite de trois ans, en quête de l'ascèse et de l'illumination, tel un yogi.

Outre la Char Dham Highway (l'équivalent d'une route nationale en France), son projet, qui était promis pour 2019, comprend la création d'une ligne de chemin de fer (110 kilomètres, 17 tunnels). Mais le chantier ne sera pas achevé avant 2026, voire après. En attendant, comme l'avaient prédit les esprits éclairés, les calamités se succèdent... Lors des moussons, on ne compte plus les éboulements, si violents qu'ils avalent tout sur leur passage. La montagne, balafrée, semble pleurer. La route enchantée, qui traversait il y a peu des paysages sauvages exprimant toute la grandeur de l'Himalaya avec son défilé de pics noirs ou enneigés, ses larges vallées et ses étroits canyons, n'est que dévastation. Pour se débarrasser des millions de tonnes de débris, les ingénieurs n'ont pas trouvé d'autre solution que de les déverser dans les rivières, transformées en dépotoirs.

En quittant le sanctuaire de Dhari Devi, nous prenons la direction de Badrinath, le temple le plus fréquenté de la Char Dham. Le décor alentour n'est guère rassurant. Malgré l'immense filet en métal installé sur les pans de la montagne, des blocs de pierre continuent de se détacher. Plusieurs maisons reposent en équilibre, au bord du précipice. Celle d'Osma Devi, 70 ans, a basculé lors d'un glissement de terrain, consécutif à une série d'explosions destinées à élargir la chaussée. Depuis, la vieille dame, totalement démunie, n'a reçu aucune indemnité, et n'a d'autre choix que de loger dans un village isolé.

Avant le lancement des travaux, les scientifiques avaient prévenu les autorités : la capacité de charge (en matière de poids des structures) des montagnes dans cette région est limitée. Contrairement aux Alpes, l'Himalaya est une chaîne jeune, encore en formation, instable et exposée aux catastrophes naturelles. Longue de 2 400 kilomètres, elle est issue de la collision entre les plaques tectoniques indienne et eurasiennne et reste soumise à une activité sismique intense, propice aux glissements de terrain et à tous les risques induits : pertes humaines, destruction de terres agricoles et d'infrastructures, instabilité des pentes... « *Ce projet n'aurait jamais dû voir le jour, c'est un projet politique qui s'affranchit des lois du pays et de la nature* », résume Ravi Chopra, l'un des plus grands géologues indiens, spécialiste de l'Himalaya, sur le pas de sa maison à Dehradun, la capitale de l'Uttarakhand. A la demande de la Cour suprême, il avait présidé, en 2019, un comité de haut niveau pour superviser la construction de la fameuse route. Faute d'être entendu, il a démissionné en 2022.

L'Institut national de gestion des catastrophes, chargé d'étudier les causes du désastre de Kedarnath de 2013, avait pointé le rôle destructeur des routes et des barrages, principaux facteurs de perturbation de l'équilibre écologique dans les zones vallonnées. Leur construction nécessite d'importants dynamitages, le creusement de flancs instables, l'abattage d'arbres qui stabilisent les sols et protègent les sources naturelles. Narendra Modi s'est toujours méfié de la science et des experts. Afin de contourner les contraintes d'une étude d'impact environnementale, obligatoire en Inde pour toute *highway* dépassant 100 kilomètres, il a fait découper celle de la Char Dham en 53 sections distinctes, et opté pour une largeur maximale de 10 mètres, alors que les ingénieurs recommandaient de ne pas dépasser 5,5 mètres. Parallèlement, il a poursuivi la construction de barrages.

Comme après un séisme

Après plusieurs heures de route cahoteuse, nous atteignons Joshimath, dernière étape pour les pèlerins avant le temple de Badrinath et, plus loin, la frontière avec la Chine. Accrochée à 1 875 mètres sur les flancs de la montagne, cette ville est devenue le symbole du désastre en cours dans l'Himalaya. Le 2 janvier 2023, ses 25 000 habitants se sont réveillés en plein cauchemar, avec des fissures partout dans les maisons, les magasins. Durant la nuit, les routes s'étaient ouvertes, comme après un séisme. Le sol s'était affaissé, endommageant 868 bâtiments, dont un hôpital et un téléphérique, et 296 familles, soit 995 personnes, furent déplacées. En une année, les sols s'y sont enfoncés de 15 centimètres.

Construite sur une moraine fragile, constituée de blocs de rochers et de graviers issus de glissements de terrain, Joshimath a trop grandi au cours des dernières décennies. Base militaire stratégique pour les garnisons installées après la guerre de 1962 avec la Chine, elle est aussi l'étape des randonneurs en route pour la Vallée des fleurs, un parc national désigné réserve mondiale de biosphère par l'Unesco, des amateurs de ski (Auli, l'unique station de l'Uttarakhand se situe à 6 kilomètres) et bien sûr des pèlerins. Au-delà des quatre temples hindous sur lesquels veille Dhari Devi, le haut Himalaya accueille en effet un lieu majeur du sikhisme, le Gurdwara Hemkund Sahib, considéré comme la demeure céleste du dixième gourou des sikhs, perché au bord d'un lac entouré de sept sommets, à 4 329 mètres.

« Après l'invasion chinoise de 1962, explique Ravi Chopra, la population a brusquement augmenté, des installations militaires ont été mises en place, des véhicules lourds sont arrivés dans la région. Dès le début des années 1970, des fissures dans les bâtiments ont commencé à apparaître, au point qu'une commission d'enquête a été lancée, le "comité Mishra". Son diagnostic a été très clair : la ville était surchargée, trop d'arbres avaient été abattus. Il recommandait une étude pour désigner les zones sûres et les zones dangereuses, où seraient interdites les constructions lourdes, il préconisait le reboisement et un système d'évacuation approprié des eaux usées. »

Aucune de ces recommandations n'a été suivie. La ville a continué à se développer sans tenir compte de l'environnement, avec ses constructions anarchiques, sans système d'assainissement. Résultat : 85 % des bâtiments ne sont pas raccordés à un réseau d'égouts et disposent seulement de fosses d'infiltration, contribuant aussi à l'affaissement des sols. La population est passée de 13 200 habitants en 2001 à près de 25 000 en 2023. Malgré la promesse du gouvernement d'indemniser tous les propriétaires des maisons endommagées, beaucoup de familles n'ont rien reçu ou alors des montants insuffisants. Ainsi, Muskan Rawat, 19 ans, continue d'occuper sa maison de deux étages avec sa mère et ses frères et sœurs. Elle a masqué avec des rideaux et des tapis les lézardes du mur qui s'agrandissent avec

le temps. *« Quand il pleut, explique-t-elle, l'eau s'infiltré partout, il faut bouger les meubles. Notre maison n'est plus sûre, mais nous n'avons pas l'argent pour partir. »* Durant six mois, elle s'est rendue quotidiennement avec sa mère au bureau de l'administration pour s'enquérir de sa demande de compensation. A chaque fois, elle a eu droit à la même réponse : *« Revenez demain ! »* Muskan Rawat a fini par abandonner. D'autres familles ont pour leur part été relogées dans des abris sommaires, d'anciens conteneurs militaires, sans aucun confort, brûlants l'été, glacials l'hiver.

Deux hôtels ont été rasés, les autres logis considérés comme dangereux sont simplement barrés d'une croix rouge, à l'image de celui de la famille de Roshan Singh, 52 ans, propriétaire d'une échoppe. *« Nous sommes quatre frères, nous avons chacun notre maison mitoyenne et nous avons reçu 5,5 millions de roupies (56 586 euros) . C'est trop peu pour acheter des terrains et faire construire. Mes frères sont partis à Dehradun, je reste dans le logis que j'ai construit de mes mains. »*

Le sujet est si sensible, dans l'Inde de Modi, que l'Autorité nationale de gestion des catastrophes, sous tutelle du ministère de l'intérieur, a interdit aux organismes de recherche gouvernementaux de publier toute information sur la situation à Joshimath. Pour les habitants, le coupable est tout désigné, il se trouve à 6 kilomètres de là : le barrage de Tapovan Vishnugad et son tunnel de 12 kilomètres pour acheminer l'eau vers la centrale. *« Il a nécessité le dynamitage de la montagne, ce qui a tout fragilisé »,* déplore Atul Sati, figure du mouvement de résistance au barrage. Durant les travaux, un tunnelier avait percé une nappe phréatique, libérant involontairement une masse énorme d'eau, 700 à 800 litres d'eau par seconde pendant plusieurs semaines. Pour Atul Sati, ce déversement est un des principaux facteurs de l'affaissement des sols.

« Six tours Eiffel empilées »

L'activiste nous accompagne à Tapovan, dominé par le mont Nanda Devi, « déesse de la félicité », le deuxième plus haut sommet de l'Inde avec ses 7 816 mètres. A l'entrée du village, 139 noms gravés sur une stèle en marbre noir témoignent de la fureur des éléments et de l'entêtement des hommes. Le 7 février 2021, ces ouvriers travaillaient sur le chantier de construction du barrage hydroélectrique de Tapovan Vishnugad quand a surgi à l'horizon une masse gigantesque : 30 millions de mètres cubes de rochers et de glace dévalaient en direction de deux paisibles rivières, la Rishiganga et la Dhauliganga, bientôt gorgées de flots monstrueux. Un pan entier de montagne s'était détaché à 5 500 mètres, sur la face nord du pic Ronti, un sommet de la Nanda Devi. Shashank Bhushan, chercheur à l'université de Washington (Etats-Unis) et coauteur d'une étude sur cette catastrophe, raconte : *« Le bloc s'est effondré sur plus de 1 kilomètre avant de s'écraser au fond de la vallée. L'équivalent de six tours Eiffel empilées verticalement ! En tombant, la majeure partie de la glace du glacier a fondu en quelques minutes, générant un énorme volume d'eau. »*

Aucun système d'alerte n'avait été installé pour donner le temps aux habitants de s'échapper. L'effondrement a tout effacé : des dizaines de villages, sept ponts, deux barrages dont celui de Tapovan Vishnugad. *« Il a été soufflé comme une boîte d'allumettes »,* poursuit Atul Sati. *« Les ouvriers, les femmes parties chercher du fourrage, les bergers et leurs troupeaux de chèvres ont été emportés. Ils seraient encore vivants si l'avis des spécialistes avait été entendu. »* Au total, 204 personnes ont péri.

Juste au-dessus de Tapovan, le village de Reni (250 habitants) a lui aussi été gravement touché. Il avait vu naître, dans les années 1970, le mouvement emblématique Chipko (« embrasser ») : les communautés locales s'étaient unies pour s'opposer à un projet d'exploitation commerciale de leur forêt. Les femmes avaient arrêté les tronçonneuses en enlaçant les arbres, vitaux dans la protection de leur écosystème et de leur vie traditionnelle.

Après la catastrophe de Kedarnath, en 2013, un rapport d'expertise avait préconisé qu'aucun ouvrage hydroélectrique ne soit construit en zone paraglaciale. De tels secteurs sont très vulnérables car, à mesure que les glaciers reculent, ils découvrent des débris composés de rochers et de pierres, susceptibles d'être emportés en aval lors de fortes pluies ou de neiges abondantes. La Cour suprême, destinataire de l'étude, avait ordonné l'arrêt de toute nouvelle retenue dans l'Etat d'Uttarakhand, où 25 projets de barrage avaient été approuvés préalablement. Las, le gouvernement de Narendra Modi a pris le contre-pied des scientifiques et relancé les travaux de sept ouvrages, six en zone paraglaciale, dont la centrale de Tapovan Vishnugad.

Les résidents de Joshimath redoutent que la route de la Char Dham n'accentue encore la pression sur la ville et les montagnes environnantes, déjà éprouvées par le surtourisme et le changement climatique. Douze mille sources naturelles ont disparu de l'Uttarakhand, en raison de la déforestation et de l'urbanisation. Quant aux sites faciles d'accès, comme Mussoorie, Nainital ou Almora, ils sont asphyxiés, pris d'assaut par les habitants des plaines aux premiers pics de chaleur. En 2023, cet Etat, l'un des plus petits de l'Inde (1,6 % de la surface du pays, seulement 11,6 millions d'habitants) a comptabilisé selon les statistiques officiels 60 millions de visiteurs !

Point de départ de la Char Dham, Rishikesh étouffe sous le poids des touristes. Cette cité qui s'étire le long du Gange, n'a plus grand-chose à voir avec le paisible centre spirituel qu'elle fut : un lieu très recherché, peuplé d'ashrams et de sadhus. Popularisés par le yoga, Rishikesh et ses 140 000 habitants voient désormais affluer en toute saison des milliers de personnes venues célébrer des mariages, s'initier au rafting ou au saut à l'élastique. Les hôtels pullulent, grignotant les forêts, et les espaces naturels, riches d'une faune exceptionnelle. L'Uttarakhand possède encore une importante population de léopards, de tigres et d'ours sauvages.

Accaparant tous les investissements, la Char Dham provoque aussi l'abandon de toutes les vallées non desservies. A l'écart de la route des pèlerinages, des centaines de villages se meurent, au contraire. Trop isolés, trop démunis, pour offrir un avenir aux enfants. Le pays des dieux compte ainsi plus de 2000 hameaux abandonnés. L'Etat n'y a pas suffisamment investi. Le visiteur qui chemine à travers le district de Pauri Garhwal croise des maisons en ruine, des bourgades en partie ou totalement désertées. La nature a reconquis les paysages façonnés par les hommes durant des siècles. Les cultures en terrasses laissées en jachère auront bientôt disparu sous la végétation. La migration vers les villes a débuté à la fin des années 1980 à une époque où l'électricité, l'eau potable, les sanitaires, l'asphalte étaient rares. Ils ont fini par arriver, mais trop tard.

Shakuntala, 60 ans, fait paître ses trois chèvres à la sortie du village de Pawampur, où elle vit avec son mari. Le couple a vu la plupart des 100 familles du coin cadénasser leur logis pour rejoindre les grands centres urbains, Dehradun, Chandigarh, Delhi, Lucknow. « *Les gens partent car il n'y a pas de travail ici, pas de centres médicaux, pas d'écoles.* »

« L'attrait d'une vie meilleure, la baisse des moyens de subsistance, le manque de soins et d'éducation compte pour l'essentiel dans les migrations », résume Ratan Singh Aswal, fondateur d'une ONG qui développe des vergers de pommiers pour offrir un débouché aux paysans et les maintenir sur leurs terres. L'agriculture de montagne dépend uniquement des pluies. Avec le changement climatique, des moussons irrégulières, la hausse des températures, les bonnes récoltes deviennent rares. »

Des sangliers dans les ruelles

Pabsola, un hameau de 20 habitants, a subitement retrouvé des couleurs, le temps d'un week-end. Les familles sont venues célébrer Navaratri (« les neuf nuits »), une fête annuelle hindoue, et partager un repas autour du temple local. *« Les jeunes ne reviendront pas car il n'y a pas de travail en dehors de l'agriculture, ils ne peuvent pas espérer trouver une femme et se marier »*, assure Subodh Juyal, bientôt retraité, qui travaille dans un hôpital vétérinaire.

Ce dépeuplement se lit déjà dans les paysages. L'habitat typique en pierre et en bois sculpté se détériore, comme à Baluni, où la plupart des logis ont porte close. L'endroit est si désert que Vijayalakshmi Devi, 50 ans entend les singes et les sangliers errer, la nuit, dans les ruelles et les maisons. Elle vit avec sa belle-mère. Son mari travaille depuis trente ans à l'hôpital de Dehradun, leurs trois enfants l'ont rejoint pour étudier. Sur les 35 maisons de Baluni, à peine huit sont occupées. Il ne reste que deux hommes.

« Le manque d'attention du gouvernement pour ces villages est criminel », accuse Ravi Chopra. Lui qui a tenté toute sa vie de promouvoir un développement durable de sa région ne se fait guère d'illusions sur l'avenir. Il observe l'obscurantisme à l'œuvre, l'affaiblissement des réglementations environnementales, la « profanation » de l'Himalaya, et sait que le pire est à venir. « C'est une tragédie », dit-il. Ses avertissements ont toujours été prophétiques, comme les habitants avaient prédit la colère de la déesse Dhari Devi.